

N° 35/CA du répertoire

N° 2008-156/CA2 du greffe

Arrêt du 22 mars 2012

Affaire : AZONWAKIN THEOPHILE

C/

COGECS

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 18 novembre 2008, enregistrée au greffe de la Cour suprême le 19 novembre 2008 sous numéro 634/GCS, par laquelle monsieur AZONWAKIN Théophile Magloire, secrétaire COGECS, C/289-Dota (Zongd), tél 93-03-08-11, a introduit un recours en dénonciation des irrégularités au centre de santé Cotonou 1 ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président-rapporteur **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n°0559/GCS du 12 octobre 2009, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15.000) Francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant



les formations juridictionnelles de la Cour suprême ; que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 prescrit à son article 6, alinéa 1<sup>er</sup> : « *Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la cour une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai* ».

Que la mise en demeure étant restée sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge.

### **PAR CES MOTIFS**

### **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur AZONWAKIN Théophile est déchu de son action.

**Article 2** : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

**Article 3** : Le présent arrêt sera notifié au requérant, au Comité de gestion du centre de santé de Cotonou 1 (COGECS) et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de Messieurs :

**Grégoire ALAYE**, Président de la chambre administrative,

**PRESIDENT ;**

**Joséphine OKRY LAWIN**

Et

**Victor D. ADOSSOU**

}

{

}

**CONSEILLERS.**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-deux mars deux mille douze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Raoul Hector OUENDO,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Hortense LOGOSSOU-MAHMA,**

**GREFFIER.**

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur

Le Greffier,

  
**Grégoire ALAYE**

  
**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**

